

Analyse géopolitique et prospective sur la transition en 2025

Jérôme Boutang, DG Citepa (avec l'aide de Sophie Sanchez, responsable de l'information, Citepa)

14/04/2025

Table des matières

Principaux risques géopolitiques pour l'Europe et impacts sur la transition écologique	3
1. Contexte géopolitique et veille prospective en Europe	3
2. Impacts des crises sur l'économie, la finance et la transition écologique	3
3. Exposition spécifique de la transition écologique aux risques géopolitiques ...	4
4. Réponses institutionnelles et orientations européennes	5
Synthèse finale des tensions géopolitiques	6
Quels sont les risques pour la société, le cadre économique et la transition ?	7
Moindre prévisibilité de la transition.....	7
Effondrement des cadres traditionnels	7
Trois dynamiques néfastes déjà amorcées	7
Références principales	8
Annexe	10
Rapport Draghi (décarbonation)(synthèse)	10
Banque de France	11
Patrick Artus (4 mars 2025)	11
Yves Crozet (synthèse d'articles récents)(début mars 2025)	12
Les Echos 15/03/25	12
Natexis 12/03/2025	12
World Economic forum	12
International SOS. 2025 Risk Outlook	13
D Batho	13
Scénarios Chine 2035 : « Un succès sans entraves ? »(Institut Montaigne, janvier 2025)	14

« L'après 2024 : crépuscule ou renouveau démocratique ? »(Institut Montaigne, janvier 2025)	14
« Compétitivité européenne : quels enseignements tirer de l'IRA ? »(Institut Montaigne, Mars 2025).....	15
« Forger l'industrie post-carbone : comparatif Europe-Asie » (et parties associées) (Institut Montaigne, octobre 2024)	15
Synthèse de la publication « Responsabilité territoriale : pour une entreprise proche, verte, performante et solidaire » (21/02/2025, Fondation Jean-Jaurès) ..	16
IRIS (mars 2025).....	17
LES SCÉNARIOS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN FRANCE, QUEL IMPACT SUR L'EMPLOI ?.....	18
Synthèse des conclusions principales et conséquences pour la transition écologique, le climat et la compétitivité de la France (OFCE Policy brief n° 140, mars 2025).....	19
Enjeux de la transition énergétique et écologique face aux risques géopolitiques	22
La Tribune – La situation créée par Trump était déjà inquiétante en février.....	24
Interview dans le magazine de ScPo	26
Le Monde - Budget : Bercy veut muscler les dépenses militaires sans alourdir le déficit.....	27
Le Monde - Bercy cherche à mieux orienter l'épargne vers la défense	29
Le Monde – Sur l'écologie, un grand renoncement à l'œuvre en France et dans le monde	31
- « Détricoter ce qui a été amorcé ».....	32
- « Un scalp écolo »	33
- Ne pas « emmerder les Français »	34
- Cocktail de fausses informations	35
- « Un discours de renoncement ».....	36
MEDEF Yvelines : table ronde à la CCI, 25 mars 2025. Nouveau contexte géopolitique : quelles stratégies pour les entreprises ?	36
Les Echos « L'unité sera la pierre philosophale » : l'Europe se réunit pour forger sa réponse aux droits de douane de Trump, 07/04/2025, Karl de Meyer	38
Arsenal de défense commerciale.....	39
Nécessaire unité	39

Principaux risques géopolitiques pour l'Europe et impacts sur la transition écologique

1. Contexte géopolitique et veille prospective en Europe

Retour des logiques de blocs et renforcement des tensions

- La guerre en Ukraine, les politiques américaines fluctuantes (retrait des USA de l'accord de Paris, réarmement), et la rivalité croissante avec la Chine alimentent un retour à des alliances plus rigides (ex. : axe sino-russe, « BRICS élargi »).
- Cette situation a provoqué un **électrochoc en Europe** : hausse des dépenses de défense, discussion d'emprunts communs (ReArm Europe) et arbitrages budgétaires serrés entre sécurité et investissements verts.

Veille prospective des entreprises : inégale et hétérogène

- Les **grands groupes** (défense, énergie, automobile...) déploient des cellules spécialisées en veille géopolitique. Ils collaborent avec des think tanks ou cabinets (Eurasia Group, International SOS, etc.).
- **PME / ETI** : souvent moins dotées pour anticiper les risques (financiers, commerciaux, de chaîne d'approvisionnement). Les réglementations fragmentées en Europe compliquent aussi la mutualisation d'une veille prospective.

Conclusion : La vigilance accrue face aux risques (tensions militaires, instabilité politique, inflation) se renforce chez les grandes entreprises, tandis que les plus petites peinent encore à assurer un suivi systématique.

2. Impacts des crises sur l'économie, la finance et la transition écologique

Tensions économiques et financières

- **Hausse des coûts de l'énergie** (exacerbée par le conflit ukrainien) et incertitude politique pèsent sur la rentabilité des entreprises. Les risques douaniers (tarifs américains, rétorsions chinoises) ajoutent de la volatilité.
- Les grands acteurs financiers (Amundi, WEF, Forum économique mondial) soulignent le risque de dégradation des marges et de l'accès au financement,

surtout pour les entreprises les moins diversifiées ou dépendant d'approvisionnements critiques.

Transition écologique sous contrainte budgétaire

- L'augmentation des **budgets de défense** peut réduire la part d'investissement public (et privé) dédiée à la décarbonation, à la rénovation énergétique ou aux infrastructures vertes.
- En parallèle, la quête d'**indépendance énergétique** (pour sortir du gaz/pétrole russes) tend à accélérer le développement des renouvelables, quoique l'approvisionnement en métaux rares (lithium, cobalt, etc.) devienne lui-même un enjeu géopolitique.

Résultats financiers en tension

- Les **coûts accrus** (énergie, matières premières, logistique) et l'incertitude pèsent sur la croissance. Des mesures budgétaires (hausse des taux, restrictions) risquent d'amplifier la pression.
- D'après le **Rapport Draghi** et des études du WEF, la compétitivité industrielle européenne dans les secteurs « verts » sera déterminante, mais dépend d'un fort investissement en R&D. Les chocs géopolitiques, s'ils se prolongent, freinent ces investissements.

Conclusion : Les crises actuelles créent des arbitrages complexes entre sécurité (défense) et climat (transition écologique). Certaines entreprises s'adaptent en accélérant la relocalisation et la sobriété, mais beaucoup subissent une hausse des coûts et un climat d'incertitude affectant la rentabilité.

3. Exposition spécifique de la transition écologique aux risques géopolitiques

Dépendances stratégiques et vulnérabilités

- La transition bas carbone intensifie la demande de métaux critiques (terres rares, lithium, cobalt). Les tensions commerciales (États-Unis vs Chine, etc.) et la concentration géographique de la production exposent l'Europe à d'éventuelles ruptures d'approvisionnement.
- Les rapports internationaux (WEF Global Risks, « Top Risks 2025 ») classent ce risque au rang des menaces majeures pour la compétitivité européenne.

Reculs et « backlash » écologique

- Dans plusieurs États membres, la montée de partis conservateurs ou populistes remet en cause le Green Deal, qualifié de « délire bureaucratique » ou d'entrave compétitive.
- Conséquence : **détricotage** de certaines directives (déforestation, CSRD) et arbitrages défavorables à la transition (coupes budgétaires dans la rénovation énergétique, recul sur la planification écologique).
- Sur le plan international, la reprise en main de l'agenda climatique par la Chine ou les États-Unis fait défaut (sortie de l'accord de Paris, manque de leadership conjoint sino-américain), limitant l'efficacité de la coopération mondiale.

Stratégies d'entreprise

- Certaines grandes entreprises s'obstinent dans leurs efforts ESG (sécuriser des chaînes d'approvisionnement vertes, réduire leur dépendance aux énergies fossiles volatiles).
- D'autres, sous pression financière, ralentissent ou reportent leurs projets bas carbone, en raison de coûts plus élevés et de priorités axées sur la défense, la sûreté ou la gestion de risques de court terme.

Conclusion : La transition écologique se retrouve au cœur de tensions géostratégiques. Ses ambitions peuvent être freinées par la réaffectation de ressources vers la défense, par la dépendance aux métaux critiques et par le repli de certains gouvernements sur des politiques protectionnistes ou populistes.

4. Réponses institutionnelles et orientations européennes

Plan de relance et budgets européens

- L'UE maintient son **Pacte vert** et soutient la réforme des marchés de l'énergie, mais la pression pour réarmer l'Europe (objectif de 3 à 3,5 % du PIB en dépenses militaires) pose un défi budgétaire majeur.
- Les **nouveaux mécanismes de financement** (ReArm Europe, emprunts communs, obligations européennes) cherchent un équilibre entre investissements en défense et investissements « verts ».
- La **Commission européenne** prévoit de renforcer la réglementation industrielle sur les batteries, les semi-conducteurs et de soutenir l'innovation bas carbone, mais doit faire face à l'hostilité de certains États ou de majorités politiques conservatrices.

Coordination et souveraineté stratégique

- Le **Rapport Draghi** et le WEF insistent sur la nécessité de consolider l'autonomie technologique de l'Europe (relocaliser partiellement certaines productions, sécuriser les approvisionnements de minerais, etc.).
- Des plans nationaux combinent stimulus vert et soutiens sectoriels, mais la fragmentation demeure (différences de capacités financières, dépendance énergétique variable selon les pays, etc.).

Conclusion : Les institutions européennes cherchent à conjuguer **réponse militaire** et **transition verte**, mais les arbitrages budgétaires sont délicats. Les décisions à court terme (sécurité, inflation, finances publiques) risquent d'éclipser la transition, alors que l'UE demeure dans une compétition géopolitique serrée (Chine, États-Unis).

Synthèse finale des tensions géopolitiques

Les récents développements géopolitiques – notamment la guerre en Ukraine et la volatilité des politiques américaines – accroissent la pression sur l'Europe pour qu'elle investisse massivement dans la défense et sécurise ses chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, la transition énergétique et écologique, qui exige également des investissements lourds, se retrouve exposée à de multiples risques :

1. **Tensions économiques et financières** : hausse des prix de l'énergie et des matières premières, incertitude autour des exportations, fluctuations de taux d'intérêt.
2. **Arbitrages budgétaires** : budgets de défense en forte hausse pouvant éclipser ou ralentir les financements destinés aux projets verts.
3. **Dépendance en métaux critiques** : la transformation bas carbone accentue la vulnérabilité aux perturbations d'approvisionnement (Chine, Amérique latine, Afrique).
4. **Dynamique politique** : montée de la droite et de l'extrême droite dans certains pays européens, critique croissante des normes écologiques jugées « trop lourdes ».
5. **Stratégies d'entreprise hétérogènes** : alors que certaines renforcent leurs engagements ESG pour gagner en résilience, d'autres réduisent ou reportent leurs investissements verts dans l'incertitude du moment.

Les institutions européennes (Commission, États membres) et plusieurs grands acteurs économiques s'efforcent de maintenir un équilibre entre besoin d'indépendance militaire et impératif climatique. Cependant, l'avenir dépendra largement de la capacité à financer simultanément la sécurité et la transition verte, en évitant une « cannibalisation » budgétaire. La solidarité intra-européenne, la mutualisation des

ressources et le renforcement du cadre réglementaire (pour déployer massivement les énergies renouvelables et sécuriser l'industrie) constituent des leviers essentiels pour limiter les effets néfastes de ces crises sur la compétitivité, la décarbonation et la stabilité à long terme.

Quels sont les risques pour la société, le cadre économique et la transition ?

Moindre prévisibilité de la transition

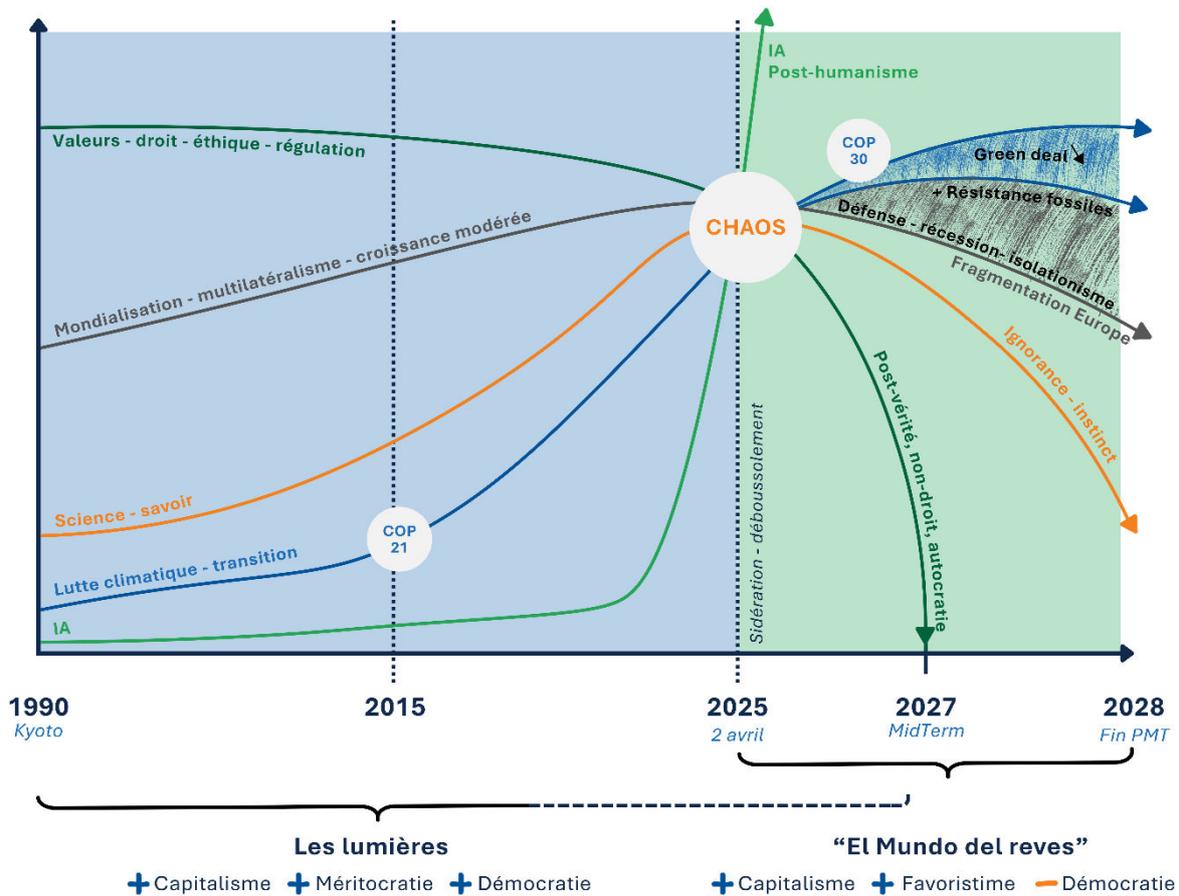
La transition énergétique devient de plus en plus imprévisible en raison d'incertitudes multiples : fragmentation possible de l'Europe, défis juridiques, instabilité réglementaire, baisse des budgets R&D, montée de l'ignorance, récession, inflation et arbitrages défavorables.

Effondrement des cadres traditionnels

On assiste à un affaiblissement du multilatéralisme, des valeurs éthiques, du droit international et des régulations. La dérégulation et la logique du plus fort dominant, dans un contexte géopolitique marqué par la prédation des ressources et la montée des nationalismes.

Trois dynamiques néfastes déjà amorcées

1. Transition énergétique et écologique ralentie, se traduisant par un ciblage accru ou un report des financements, ainsi que du recul de l'ambition climatique annoncé lors de la COP-30 et de la relocalisation progressive des activités R&D.
2. Inflexion négative dans la connaissance ainsi que de la mondialisation, avec montée de comportements arbitraires-imprévisibles, célébration de l'ignorance comme de l'intuition et tyrannie de la majorité.
3. Accélération dystopique par le développement potentiel de l'IA et de technologies incontrôlées, avec une réduction du libre arbitre des experts et un transfert du pouvoir politique et économique vers les grandes entreprises technologiques (GAFAM).



Références principales

- **Amundi Investment Institute** (déclarations de Vincent Mortier et Monica Defend sur l'évolution des marchés et les conséquences des dépenses de défense en Europe).
- **Rapport Draghi extraits en anglais.docx** : souligne le besoin d'un « plan conjoint pour la décarbonisation et la compétitivité » et la vulnérabilité européenne sur les chaînes d'approvisionnement.
- **Risk Outlook Report 2025- Eloqua.pdf** (International SOS - Risk Outlook 2025) : analyse du climat de fragmentation mondiale et des répercussions sur la résilience des organisations.
- **WEF Global Risks Report Press Release 2025_FR.pdf** : mentionne l'accélération des tensions géopolitiques, l'importance des risques environnementaux et l'enjeu de la mésinformation.
- **Note n° 1 Résumé rapport Draghi.pdf** : détaille la liste de propositions pour restaurer la compétitivité européenne et sécuriser l'approvisionnement.

- **2025TopRisks1.pdf** (Eurasia Group) : évoque l'intensification du « G-Zero », les tensions entre grandes puissances et l'éventualité d'un découplage mondial aggravé.
- **Patric Artus, Yves Crozet,**
- **Banque de France**
- **MEDEF Yvelines, 25/03/2025**
- **Les Echos 06/04/2025**
- **La Tribune**
 - « La situation créée par Trump était déjà inquiétante en février » (mention d'un article ou d'une chronique, sans date précise dans l'extrait).
 - Article évoquant la COP30, les NDC, la situation géopolitique et la « coopération climatique au point mort » (10 février 2025).
- **Émile Magazine (Institut d'Études Politiques / Sciences Po)**
 - Interview de Sylvain Kahn : « L'Europe de la défense est dorénavant un objectif de politique publique ».
- **Ostrum AM (analyse économique et financière)**
 - Note titrée « Vers des obligations européennes pour la Défense ».
 - Thème de la semaine : « Trump : un électrochoc pour l'Europe », mentionnant notamment la réforme du frein à la dette en Allemagne, le plan ReArm Europe, etc.
- **Le Monde**
 - **Sur les finances publiques et la défense :**
 - Article intitulé « Budget : Bercy veut muscler les dépenses militaires sans alourdir le déficit » (propos de l'ex-ministre de l'économie Bruno Le Maire, d'Éric Lombard, etc.).
 - Autre article : « Bercy cherche à mieux orienter l'épargne vers la défense » (réunion du 20 mars, acteurs financiers, orientation de l'assurance-vie vers les entreprises de défense).
 - **Sur l'écologie et le "grand renoncement" :**
 - Article intitulé « Sur l'écologie, un grand renoncement à l'œuvre en France et dans le monde » (situé autour du 20 février, critiques

contre le Pacte vert, référence à Donald Trump, guerre en Ukraine, etc.).

- **Centre commun de recherche européen (JRC)** : mentionné pour les données sur les émissions de CO₂.
- **Fondation européenne pour le climat (ECF)** : propos de Lola Vallejo, directrice diplomatie et partenariats.
- **François Gemenne (chercheur du GIEC)** : interventions sur la géopolitique de l'environnement.
- **Forum économique mondial de Davos** : allusions à des déclarations de dirigeants d'entreprises sur la compétitivité et la simplification des normes.
- **Interventions / discours** de personnalités politiques françaises : Emmanuel Macron, Éric Lombard, Sébastien Lecornu, Bruno Le Maire, etc.
- **Jorge E. Viñuales, université de Cambridge, 2019), « Géopolitique de la transition énergétique »**,
- **Da Empoli, G. Les Ingénieurs du Chaos ; le retour des prédateurs**

Annexe

Rapport Draghi (décarbonation)(synthèse)

Les crises géopolitiques actuelles – notamment la guerre en Ukraine et la rivalité entre grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie) – intensifient les tensions et remodelent les équilibres stratégiques. L'Europe, cherchant à renforcer son autonomie de défense et à réduire sa dépendance énergétique, fait face à des arbitrages complexes : maintenir un haut niveau d'investissement dans la transition écologique tout en gérant l'urgence sécuritaire et l'inflation énergétique. En pratique, les entreprises comme les États européens doivent composer avec la hausse des coûts de l'énergie, la volatilité des marchés et des chaînes d'approvisionnement perturbées. Les secteurs industriels les plus gourmands en énergie (« hard-to-abate ») peinent à financer leur décarbonation, tandis que le soutien public reste inégal et parfois concurrencé par l'augmentation des budgets militaires.

Dans ce contexte, la transition écologique peut à la fois accélérer et se trouver freinée. D'un côté, la volonté de sécuriser l'approvisionnement énergétique stimule les investissements dans le renouvelable et l'efficacité énergétique (baisse de la dépendance au gaz et au pétrole) ; de l'autre, la hausse des dépenses de défense et la fragmentation du système commercial international risquent de ralentir le financement des projets verts. Au niveau mondial, les divergences idéologiques et le « retour des

blocs » compliquent les coopérations climatiques, tandis que la course aux minerais stratégiques (lithium, cobalt, etc.) intensifie la compétition économique.

Pour les entreprises, ces évolutions se traduisent par une nécessité accrue de gestion des risques : diversification des fournisseurs, veille prospective sur les évolutions géopolitiques, adaptation des modèles économiques aux exigences bas-carbone et à la pression réglementaire. Les secteurs des transports, de la construction et de l'automobile doivent accélérer l'innovation technologique tout en affrontant une concurrence mondiale soutenue, notamment chinoise. Côté États, l'enjeu majeur est de mener de front souveraineté industrielle (accès aux matières critiques, relocalisations partielles), sécurité géopolitique et objectifs climatiques. Dans l'Union européenne, plusieurs rapports (dont celui de Mario Draghi) plaident pour une meilleure coordination des politiques industrielles et énergétiques, la rationalisation du marché de l'énergie, l'utilisation ciblée des recettes du marché carbone, ainsi qu'un renforcement de la recherche et de l'innovation. Le succès de cette approche conditionnera à la fois la solidité de la décarbonation et la compétitivité de l'Europe dans la décennie à venir.

Banque de France

L'info. La Banque de France a abaissé, hier soir, [sa prévision de croissance pour 2025](#), tablant sur une hausse du PIB de 0,7%, contre 0,9% anticipé en décembre. La bataille commerciale risque de peser sur les exportations et les investissements des entreprises.

L'indicateur. Les incertitudes internationales pourraient aussi peser sur la dynamique de réindustrialisation, qui continue de s'essouffler en France. Les créations d'usines ou d'extensions industrielles sont restées supérieures aux fermetures l'an dernier, avec [un solde de 89 ouvertures nettes](#) selon le baromètre de Bercy, mais la tendance fléchit clairement.

Patrick Artus (4 mars 2025)

Le déficit public prévu en France sera donc de près de 3 points de PIB supérieur à celui de la moyenne des autres grands pays européens. Et ce résultat ne sera obtenu qu'au prix de 50 milliards d'euros (1,9 % du PIB) de réduction des dépenses publiques ou de hausse des impôts, sur les personnes à revenu élevé, dont le taux d'imposition est très bas, et sur les grandes entreprises. On peut craindre que cette stratégie budgétaire conduise à un freinage important de la croissance.

Cause profonde : le recul de sa productivité, son faible niveau de production.

Yves Crozet (synthèse d'articles récents)(début mars 2025)

Avenir incertain pour la France et l'Europe, qui pourra se traduire par l'austérité ou la croissance. Il serait fait d'un mix entre trois scénarios :

1. **Un ajustement budgétaire sévère**, impliquant une réduction des déficits au prix d'une croissance faible et d'un risque accru de tensions sociales.
2. **Un financement par la dette**, qui pourrait accentuer les déséquilibres budgétaires et rendre le pays plus vulnérable aux crises financières (vaste emprunt auprès du public pour les efforts de défense en France).
3. **Une relance économique ciblée**, nécessitant des investissements stratégiques dans la transition écologique et industrielle, avec un rôle accru de l'UE dans le financement. Le budget CPO est en légère hausse en 2025 (à la merci d'un tour de vis surprise) ; les banques de développement vont devoir cibler davantage (et nous l'annoncent).

Les Echos 15/03/25

Paramètres du redressement des comptes publics français se compliquent chaque jour :

- Objectif de ramener le déficit à +3% en 2029
- Mais hausse des dépenses militaires
- Taux de la dette augmente depuis début mars (conséquence de la dette allemande, plan de relance et budgets de la défense) : intérêts annuels + sur les 300 nouveaux milliards empruntés en 2025 :+8 milliards d'intérêt en 2025, +30 milliards en 2028.

Natexis 12/03/2025

- ▶ In Europe, on one hand, the shock from tariffs could suggest lower growth and continued disinflation (we expect French inflation to drop below 1% until summer), which might lead the ECB to cut rates below the neutral rate. On the other hand, with €500 billion in infrastructure spending and possibly the same amount on defense in Germany (comparable to amounts in 1989), along with military spending expected to increase by 1.5 percentage points of GDP across Europe (around €250 billion), the policy mix is changing. A growth rate of 2% is quite conceivable as early as next year in Berlin (growth was 1.8% in the decade before COVID), making it the main driver of European growth and France's primary trading partner. If this is confirmed, it would be a real "game changer" for Europe. Consequently, deficits will struggle to decrease, and term premiums will need to rise as well. More public spending also means more widely inverted swap spreads and a stronger EUR than anticipated (our view of a lack of parity seems to be reinforced), as well as a possibly more cautious ECB as it approaches the neutral rate. The OAT-Bund should benefit from the significant increase in German issuances, along with a less fragile French government (voting on a no-confidence motion by this summer in a nearly martial moment, with an approved budget, the possible exit via a referendum on the pension impasse, and the upcoming municipal elections seems increasingly unlikely), even though a move to A+ appears to be approaching.

World Economic forum

« La montée des tensions géopolitiques, la fracture de la confiance mondiale et la crise climatique mettent le système mondial à rude épreuve comme jamais auparavant », a déclaré Mirek Dušek, directeur général du Forum économique mondial. « Dans un monde marqué par des divisions de plus en plus profondes et des risques en cascade,

les dirigeants mondiaux ont le choix : favoriser la collaboration et la résilience, ou faire face à une instabilité aggravée. Les enjeux n'ont jamais été aussi élevés.

International SOS. 2025 Risk Outlook

Blowback. At the same time, the consensus in many countries on climate change action is fragmenting, or breaking down – especially in places where some politicians try to exploit the apparent costs of transition policies, resulting in actual or planned policy reversals in many countries, including Germany and Australia.

The seemingly unpredictable and uncontrollable nature of global events are major factors contributing to our anxiety and depression. From epidemics, natural disasters, extreme weather and climate change, to conflict, geopolitical events and domestic politics, the world no longer conforms to the norms we grew up with.

55% of organisations report having been affected by events attributed to climate change, including, but not limited to, extreme weather, droughts, floods, and pollution.

75 % DES ENTREPRISES CONSIDÈRENT LES TROUBLES SOCIAUX ET POLITIQUES COMME LE PRINCIPAL RISQUE POUR ELLES ET LEURS COLLABORATEURS

D Batho

Jeudi soir, Delphine Batho s'est exprimée sur la situation géopolitique lors d'une réunion avec les militants de Génération Ecologie.

Elle voit dans la politique menée par Trump l'expression du « *capitalisme de la finitude* », qui, pleinement conscient des limites planétaires, adopte une logique de prédation : tentative de mainmise sur les terres rares en Ukraine, menaces sur le Groenland et le Canada. De fait, Trump cherche à s'emparer de ressources disponibles et de terres habitables.

En Europe, l'agressivité de Trump suscite un « *effet de sidération* », et les forces politiques et économiques en appellent à la rationalité. Mais pour elle, Trump n'est ni cohérent ni logique. Son escalade ne va pas s'arrêter car comme il a bien conscience des limites planétaires, il « *s'inscrit dans une frénésie d'accaparement des ressources* ». Et dans une vision du monde obsolète.

Ce capitalisme qui s'est construit « *sur la surutilisation des ressources et la surproduction des ressources* » cherche à réinstaurer l'impérialisme classique et signe la fin de la mondialisation généralisée avec le retour à l'âge de la « compagnie-Etat ». L'objectif poursuivi est également le démantèlement de l'Etat de droit et de la démocratie.

Le rapprochement entre Trump et Poutine fait sens de ce point de vue car Poutine pour sa part, toujours d'après Delphine Batho, mène « *une guerre des combustibles fossiles* ». Trump et Poutine s'inscrivent, argumente-t-elle encore, dans ce qu'elle appelle le « *pacte des Autocrates* » auquel adhèrent aussi la Chine, l'Iran et la Corée du Nord qui contestent la domination de l'Occident et entendent remettre en cause le droit international et, avec lui, le respect des frontières.

Dans cette période de « *basculement historique* », elle préconise de défendre le droit international fondé sur le règlement pacifique des conflits et de renforcer la capacité de la France et de l'Europe à se protéger. Elle n'a en revanche pas abordé les conséquences éventuelles de la situation sur les budgets dédiés à l'environnement.

Scénarios Chine 2035 : « Un succès sans entraves ? »(Institut Montaigne, janvier 2025)

- **Concurrence stratégique et technologique** : Le rapport explore divers scénarios de l'ascension (ou de l'essoufflement) de la Chine à l'horizon 2035. S'il se concrétise, un leadership technologique chinois pourrait renforcer la dépendance mondiale (notamment européenne) dans la chaîne d'approvisionnement des technologies « vertes » (panneaux solaires, batteries, réseaux intelligents).
- **Pression sur les ressources énergétiques** : La Chine, encore très dépendante du charbon, investit massivement dans les énergies renouvelables. Les scénarios soulignent le risque qu'elle devienne la plaque tournante mondiale de la transition énergétique, remodelant les équilibres géopolitiques : accès préférentiel aux minerais stratégiques, contrôle des flux d'énergie, etc.
- **Dynamiques démographiques et économiques** : Une démographie en ralentissement pourrait peser sur la croissance chinoise, mais la montée en gamme technologique (IA, automatisation) demeure un enjeu crucial : selon le scénario, cela influe sur la compétitivité des industries vertes chinoises (et par ricochet, sur l'industrie européenne).

« L'après 2024 : crépuscule ou renouveau démocratique ? »(Institut Montaigne, janvier 2025)

- **Polarisation et incertitudes politiques** : Cette note aborde la vague d'élections en 2024 (États-Unis, Europe, etc.) et montre comment l'instabilité politique (montée de l'illibéralisme, crise de confiance démocratique) peut ralentir la mise en place de mesures ambitieuses pour le climat. Les gouvernements sont moins

enclins à porter un agenda écologique dans un contexte d'incertitudes électorales et de tensions populistes.

- **Participation citoyenne et priorités économiques** : Malgré une participation globale en hausse, l'étude relève un possible décalage entre l'urgence climatique et les préoccupations électorales (inflation, sécurité, etc.). Les risques de « gel » ou de remise en cause de politiques de transition écologique sont soulignés, si les majorités politiques basculent vers des visions plus protectionnistes ou climato-sceptiques.

« Compétitivité européenne : quels enseignements tirer de l'IRA ? » (Institut Montaigne, Mars 2025)

- **Impulsion américaine en faveur de la transition** : L'Inflation Reduction Act (IRA) a stimulé les investissements dans les secteurs propres aux États-Unis (voitures électriques, énergies renouvelables, batteries, etc.), renforçant ainsi l'attractivité du marché américain.
- **Réponse européenne et fenêtre d'opportunité** : Le texte observe qu'avec l'incertitude politique aux États-Unis (retour de Trump), l'UE dispose d'une opportunité pour asseoir son leadership dans la cleantech. Toutefois, le besoin de financements massifs (ex. fonds communs de soutien) et la difficulté de combler le fossé d'innovation entre les Vingt-Sept constituent des défis majeurs.
- **Risques de fragmentation et question de la souveraineté** : L'UE, pour garder une base industrielle compétitive, doit développer un arsenal de politiques industrielles – tout en gérant le risque de fragmentation interne (chaque État membre menant sa propre stratégie).

« Forger l'industrie post-carbone : comparatif Europe-Asie » (et parties associées) (Institut Montaigne, octobre 2024)

- **Stratégies industrielles en Asie** : Le Japon, la Corée du Sud et surtout la Chine renforcent leur soutien public à la décarbonation (subventions, normes techniques, programmes de R&D, etc.). Cela se traduit par des infrastructures plus rapidement déployées (hydrogène, captage de carbone, électrification de l'industrie) et un environnement favorable à l'émergence de « champions » nationaux.
- **Défis pour l'Europe** : L'industrie européenne fait face à des coûts de l'énergie élevés, à un marché du carbone en évolution et à des financements publics moins homogènes (compétences réparties entre institutions européennes et États membres). Le rapport insiste sur l'importance d'une **approche**

coordonnée (type « Clean Industrial Deal ») pour affronter la concurrence asiatique.

- **Secteurs clés** : Les études sectorielles (acier, aluminium, chimie, ciment) mettent en évidence l'incertitude technologique (hydrogène, électrification, capture du CO₂) et la concurrence internationale (prix de l'énergie, subventions) comme facteurs de risque stratégiques.
- **Enjeux géopolitiques de la transition** : La capture de la valeur ajoutée dans la chaîne « post-carbone » (accès aux métaux critiques, maîtrise des nouvelles technologies) façonnera l'architecture géopolitique future. L'Asie, notamment la Chine, dispose d'atouts logistiques et manufacturiers qui peuvent la placer en position dominante si l'Europe ne consolide pas ses propres filières.

Synthèse de la publication « Responsabilité territoriale : pour une entreprise proche, verte, performante et solidaire » (21/02/2025, Fondation Jean-Jaurès)

Cette publication met en avant la **responsabilité territoriale des entreprises (RTE)** comme une évolution de la responsabilité sociétale (RSE), pour répondre plus efficacement aux enjeux sociaux et environnementaux des territoires. Les auteurs partent du constat que la RSE « classique », souvent limitée aux obligations de reporting ou aux initiatives internes à l'entreprise, ne suffit plus à transformer l'économie ni à ancrer durablement les activités dans les territoires. De même, la dynamique législative à l'échelle européenne (Green Deal menacé, simplification du reporting extra-financier) reste instable et souvent perçue comme un « choc de simplification » pouvant aboutir à une dérégulation.

1. De la RSE à la responsabilité territoriale

- **RSE et limites** : La prise en compte d'enjeux sociaux et environnementaux par les entreprises progresse (soft law, label, reporting), mais reste trop centrée sur l'organisation interne et les parties prenantes directes. Les obligations légales (hard law) sont parfois jugées complexes et peuvent susciter des retours en arrière en invoquant la compétitivité économique.
- **Responsabilité territoriale** : Dans ce nouveau cadre, l'entreprise ne se cantonne pas à ses propres process. Elle s'ancre dans son territoire, mobilise les acteurs locaux (collectivités, associations, citoyens, universités...) et répond à des besoins collectifs. L'objectif est de coconstruire des actions (économie circulaire, relocalisation de la commande publique, création d'emplois inclusifs) qui bénéficient à l'écosystème territorial.

2. Innovations sociales et ancrage territorial

- **Échelle collective** : La RTE dépasse la logique d'offre pour partir des besoins des populations locales (logement, énergie, inclusion, etc.). Elle s'appuie sur des dynamiques de coopération : pôles territoriaux de coopération économique (PTCE), expérimentations « Territoires zéro chômeur de longue durée »...
- **Exemples** :
 - *Modèle de Preston (Angleterre)* : Relocalisation de la dépense publique via des « institutions d'ancrage » (université, police, bailleurs sociaux) pour soutenir les coopératives et entreprises locales, créant de l'emploi et revitalisant le tissu économique.
 - *PTCE* : En France, ils rassemblent entreprises de l'ESS, entreprises conventionnelles, acteurs publics et associatifs autour de projets de développement territorial (filières, mutualisations, etc.).
 - *Territoires zéro chômeur* : Mobilisation d'un « comité local pour l'emploi » afin de créer des emplois utiles localement pour les demandeurs d'emploi de longue durée.

3. Un pouvoir de transformation locale

- **Alliances multiples** : Les démarches RTE concernent tous types d'entreprises (conventionnelles, ESS, fondations territoriales...) et s'appuient sur des partenariats pour mieux ancrer les projets dans la réalité locale.
- **Cas pratiques** :
 - *Valorem* : Opérateur d'énergies renouvelables qui associe collectivités, associations et acteurs du handicap pour implanter des projets (éolien, solaire, etc.) de manière concertée, selon une raison d'être « durable et solidaire ».
 - *Fondations territoriales* : Structures créées par des entreprises pour appuyer les initiatives locales (ex. la fondation « Fier de nos quartiers » à La Rochelle).
- **Impact élargi** : Grâce à cette logique « ancrée et coopérative », la RTE contribue à retisser le lien social, à réduire l'isolement localiste et à répondre concrètement aux besoins socio-économiques et écologiques du territoire.

IRIS (mars 2025)

« Alors que Donald Trump se retire progressivement de certains théâtres de crises militaires et humanitaires, quel rôle pourrait être amenée à jouer la Chine dans ce changement de paradigme ?

Elle va être opportuniste. Signe qui ne trompe pas : à l'issue de la conférence de Munich et des déclarations haineuses de James David Vance à l'encontre des Européens, Wang Yi, le ministre chinois des Affaires étrangères, a rencontré ses homologues européens au cas par cas, rappelant l'ancienneté de la relation entre Bruxelles et Pékin et son attachement au multilatéralisme. Au sommet de l'IA à Paris, les Chinois ont fait assaut d'amabilité. Ne soyons pas dupes non plus. Les Chinois sont avant tout des concurrents comme le sont d'ailleurs les Américains. Soyons pragmatiques et maintenons une relation d'équidistance entre Washington et Pékin, sachant que Donald Trump est sans doute notre meilleur adversaire car il nous pousse à devenir intelligents et partant, réellement autonomes. Quant aux Chinois, ne croyons pas un seul instant à un « Nixon in reverse » sur lequel tablent quelques stratèges américains car la relation entre la Russie et la Chine durera aussi longtemps que vivront Vladimir Poutine et Xi Jinping. »

LES SCÉNARIOS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN FRANCE, QUEL IMPACT SUR L'EMPLOI ?

Chloé Raffin

CIREN

Philippe Quirion

CNRS, CIREN

Si la décarbonation de l'électricité constitue un objectif central de la planification énergétique française, les trajectoires possibles demeurent multiples et variées, notamment en ce qui concerne la répartition entre les énergies renouvelables et le nucléaire. Chaque trajectoire a des implications macroéconomiques, en particulier sur l'emploi. Pour traiter ce sujet, cet article analyse l'impact des scénarios de production électrique élaborés par RTE sur l'emploi en France, en utilisant le modèle entrées-sorties TETE et les hypothèses de coût de RTE. Les résultats démontrent que les scénarios qui tendent vers un mix 100 % renouvelable génèrent davantage d'emplois, et nécessitent également des investissements plus importants. Ainsi, le plus faible nombre d'emplois dans le secteur nucléaire y est plus que compensé par la création d'emplois dans les filières renouvelables. Cette dynamique varie selon les régions et certaines devront faire face à des enjeux de réorientation et de formation professionnelle. Enfin, la comparaison avec d'autres études utilisant des méthodes différentes confirme les tendances obtenues.

Synthèse des conclusions principales et conséquences pour la transition écologique, le climat et la compétitivité de la France (OFCE Policy brief n° 140, mars 2025)

Cette note de l'OFCE examine les implications économiques, sociales et climatiques du second mandat de Donald Trump (depuis janvier 2025), tant aux États-Unis qu'en Europe, en mettant notamment en lumière le rôle et l'impact sur la France. Voici les points clés et leurs répercussions sur la transition écologique, le climat et la compétitivité française :

1. Une politique économique américaine plus protectionniste et dérégulatrice

- **Croissance, déséquilibres et inégalités** : Bien que les États-Unis affichent une croissance dynamique et un chômage faible, ils conservent d'importants déficits budgétaires et commerciaux. Les inégalités y demeurent élevées malgré la progression du PIB.
- **Priorité à l'« America first »** : Donald Trump mise sur la baisse d'impôts, le protectionnisme accru (droits de douane plus élevés, ciblant particulièrement la Chine, le Mexique et le Canada, mais aussi l'UE), la réduction du rôle de l'État fédéral et le durcissement de la politique migratoire (expulsions de millions de travailleurs immigrés).
- **Impact budgétaire et croissance** : Les baisses d'impôts pérennisées risquent d'accroître le déficit fédéral, malgré les annonces de coupes dans les dépenses publiques. L'effet net sur la croissance américaine est incertain : les réductions d'impôts pourraient stimuler la demande, mais des coupes budgétaires drastiques et la hausse des tarifs douaniers (inflationniste) pourraient freiner l'activité.
- **Dérégulation environnementale** : Le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris et le soutien accru aux énergies fossiles menacent l'objectif mondial de maintien du réchauffement sous 2 °C et réduisent les efforts de décarbonation outre-Atlantique.

2. Incidences sur la transition écologique et le climat

- **Émissions supplémentaires de CO₂** : Le virage inverse (désengagement climatique) de la première puissance mondiale accroît les risques de dépassement des seuils fixés par l'Accord de Paris. Les baisses de normes environnementales et l'encouragement des fossiles (pétrole, gaz) réduisent la compétitivité des solutions bas-carbone.

- **Tensions commerciales et climaticides** : Des droits de douane américains plus élevés sur les produits « verts » (panneaux solaires, véhicules électriques) freineraient l'essor des technologies propres. Simultanément, les exportations de technologies bas-carbone européennes (industrie éolienne, solutions d'efficacité énergétique...) pourraient pâtir de la guerre commerciale.
 - **Risque de repli ailleurs** : L'UE, qui s'est engagée sur une voie plus volontariste de décarbonation (Fit for 55, taxes carbone, etc.), se trouve isolée. Si d'autres pays (Canada, Chine, etc.) ne compensent pas l'inertie américaine, le rythme global de la transition s'en trouverait ralenti, nuisant aux ambitions climatiques planétaires.
-

3. Conséquences sur la compétitivité de la France et de l'Europe

- **Pression concurrentielle et renchérissement énergétique** :
 - Les barrières douanières américaines visent certains secteurs clés (automobile allemande, chimie/pharmacie, aéronautique). Bien que l'impact direct sur la France soit moindre qu'en Allemagne, l'industrie française (aéronautique, chimie, luxe, etc.) reste exposée.
 - Les investisseurs risquent de préférer les États-Unis (faibles impôts sur les sociétés, énergie fossile moins coûteuse du fait de la dérégulation). Les entreprises françaises pourraient subir des coûts énergétiques et carbone supérieurs, dans un contexte européen plus contraignant.
 - **Incertitudes commerciales** : Si l'Europe ne parvient pas à organiser une riposte coordonnée (ou à mettre en œuvre des mécanismes d'ajustement carbone aux frontières à grande échelle), elle risque un affaiblissement de sa compétitivité, tout en supportant le coût de la décarbonation.
 - **Résilience et stratégie industrielle** : Au vu de la hausse du protectionnisme US, de la suspension de certaines mesures climatiques américaines et des tensions sur l'énergie, les autorités françaises et européennes sont poussées à renforcer leur politique industrielle verte (soutien à l'hydrogène, relocalisations stratégiques) pour éviter un décrochage concurrentiel.
-

4. Enjeux pour la France : arbitrages et stratégies

1. **Coordination européenne** : Face aux agressions commerciales américaines (hausse de droits de douane), la France ne peut agir seule. Une réponse commune, articulée autour d'un marché intérieur fort, de règles d'aides d'État

ajustées (pour soutenir le Green Deal) et de dispositifs de réciprocité (MACF) est cruciale.

2. **Maintien d'un agenda climatique européen ambitieux** : Le retrait américain de la scène climatique augmente la pression sur l'UE pour qu'elle maintienne son leadership bas-carbone. Cela implique des politiques cohérentes pour l'industrie et l'énergie (développement des EnR, extension du marché carbone, etc.).
3. **Formation et compétitivité hors prix** : Avec la dérégulation US et le coût carbone européen, la compétitivité de la France reposera davantage sur la spécialisation de son industrie, la qualité de la main-d'œuvre, l'innovation (secteurs bas-carbone, électronique de puissance, batteries) et l'appui d'une politique publique volontariste.
4. **Risques de désindustrialisation compensés par des relocalisations vertes** : La France peut tenter de relocaliser certaines filières stratégiques (batteries, semi-conducteurs, etc.) grâce au soutien communautaire et aux incitations fiscales ciblées, dans la lignée de son plan France 2030 et du « Pacte vert » européen.

Enjeux de la transition énergétique et écologique face aux risques géopolitiques
(synthèse de l'article « Géopolitique de la transition énergétique », [Jorge E. Viñuales](#)
[Professeur de droit et de politique environnementale à l'université de Cambridge, 2019](#))

1. Un changement systémique global

La transition énergétique vise à substituer progressivement les sources d'énergie fossiles (pétrole, gaz, charbon) par des énergies à faible émission de carbone (renouvelables, nucléaire), pour répondre à la crise climatique. Elle implique une **transformation profonde** des systèmes énergétiques, économiques et sociaux.

2. Géopolitique des énergies renouvelables vs fossiles

Contrairement aux combustibles fossiles, géographiquement concentrés (Moyen-Orient, Russie...), les **énergies renouvelables** (solaire, éolien, hydraulique) sont **plus largement réparties** sur la planète. Cela redessine les **rapports de force internationaux**, favorisant des pays comme **la Chine**, qui domine aujourd'hui la production et le raffinage de matières premières critiques (lithium, terres rares, etc.).

Conséquences des risques géopolitiques sur la transition

Rythme de la transition

- Les **chocs géopolitiques** (guerres, tensions commerciales, embargo sur certaines ressources) ralentissent ou accélèrent le processus selon les cas.
- La guerre en Ukraine, par exemple, a **accéléré la sortie du gaz russe** en Europe et dynamisé les investissements dans les renouvelables.
- Mais les tensions autour des **chaînes d'approvisionnement** (notamment avec la Chine) freinent certains secteurs comme les batteries ou les panneaux solaires.

Lieux de transition

- Les pays importateurs nets d'énergie fossile (UE, Japon, Chine) **accélèrent la transition** pour des raisons économiques et sécuritaires.
- Les pays producteurs à **coût élevé** (Canada, États-Unis, Russie) sont **plus vulnérables** aux risques d'actifs échoués.
- Certains États riches en **ressources critiques** deviennent géopolitiquement stratégiques (Chili, RDC, Australie).

Modalités de transition

- Le passage de ressources "**stockées**" (pétrole, gaz) à des ressources "**flux**" (soleil, vent) change les logiques d'investissement et de souveraineté.
 - Cela impose une **redéfinition des infrastructures**, notamment des **réseaux électriques** intelligents et interconnectés.
 - La **multipolarité** croissante des acteurs (États, entreprises, ONG, collectivités) complexifie la gouvernance.
-

Peut-on prévoir l'évolution de la transition ?

Prévisibilité limitée, mais tendances claires :

- Les investissements passés et l'évolution technologique rendent **certaines trajectoires quasi irréversibles**, même sans nouvelles politiques.
 - Les **coûts décroissants** des renouvelables créent un avantage compétitif durable.
 - Mais la **stabilité politique** et la **capacité d'adaptation juridique** seront déterminantes (ex. : litiges d'investisseurs contre les États sur la fin des subventions fossiles ou l'instabilité réglementaire).
-

Stratégie européenne et leviers d'action

Objectifs :

- Atteindre la **neutralité carbone en 2050** (Pacte Vert).
- Réduire la dépendance énergétique (notamment au gaz russe).
- Développer une **autonomie stratégique** sur les matières premières critiques.

Leviers :

1. **Politique industrielle verte** : subventions, soutien à la R&D, plan Net-Zero Industry Act.
2. **Diversification des approvisionnements** : accords avec des pays tiers, relance des mines européennes.
3. **Régulation juridique proactive** :
 - L'UE promeut des **accords commerciaux intégrant les normes environnementales**.

- Elle soutient la création de **chaînes de valeur sécurisées** et résilientes.
4. **Stratégie juridique extérieure** : face à la domination chinoise, l'UE doit s'équiper d'une "**politique juridique étrangère**" **énergétique** pour défendre ses intérêts à l'OMC, dans les arbitrages d'investissement et sur le droit des matières premières.

✔ Conclusion

La transition énergétique est autant **environnementale** que **géopolitique, juridique et industrielle**. Elle crée de nouvelles lignes de fracture entre gagnants et perdants. L'Europe, bien qu'exposée, possède des **avantages stratégiques** (technologie, marché intérieur, gouvernance intégrée), mais elle doit agir vite pour rester compétitive et souveraine.

La Tribune – La situation créée par Trump était déjà inquiétante en février

[Dans le monde de Trump, c'est le chacun pour soi climatique](#)

DÉCRYPTAGE. À neuf mois de la COP30, qui fêtera les dix ans de l'accord de Paris sur le climat, la coopération entre pays patauge. Retour de Trump, atermoiements de la Chine, tensions politiques au sein de l'UE, la situation inquiète de plus en plus. Voici pourquoi.

La coordination des États en faveur du climat traîne des pieds et inquiète. Ce lundi 10 février 2025, seulement sept pays dans le monde avaient rendu leur copie mettant à jour leurs objectifs de baisse d'émissions de gaz à effet de serre, les fameux « NDC » ou « contributions nationales déterminées », en jargon onusien.

La date limite de rendu avait pourtant été fixée à ce lundi, soit neuf mois avant la prochaine COP30, dont l'importance est déterminante puisqu'elle est censée faire le bilan des dix ans de l'accord historique de Paris pour le climat (COP21). Parmi les États ayant transmis leurs contributions figurent le Brésil, pays d'accueil de la COP30, le Canada, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, les Émirats arabes unis et le Royaume-Uni.

Et aussi les États-Unis, même si leur copie, transmise par la désormais ex-administration Biden, est caduque du fait de leur sortie de l'accord de Paris. Additionnés, ces sept pays représentent seulement 16 % des émissions de CO₂ à l'échelle de la planète, selon la base de données du Centre commun de recherche européen (JRC).

80 % des émetteurs aux abonnés absents

Aux abonnés absents, on trouve des États, ou groupements d'États, dont l'influence politique et/ou la part d'émissions de carbone n'est pas négligeable : Chine, Inde ou encore Union européenne. *« Cela signifie qu'il reste 80 % des NDC à publier, ce qui est quand même un problème, en l'état »*, juge Lola Vallejo, directrice de la diplomatie et des partenariats de la Fondation européenne pour le climat (ECF).

Même si l'experte estime que *« tout n'est pas encore joué d'ici la COP30. Cette date butoir est avant tout tactique : demander un maximum à l'avance les NDC permet de créer un effet d'entraînement entre pays. C'est un souci en soi. Mais le plus fondamental est l'ambition des États dans la baisse de leurs émissions, même présentée en retard »*.

Si l'ONU a fixé un nouveau délai de rendu en septembre prochain, pour [François Gemenne](#), coauteur du GIEC, et spécialiste en géopolitique de l'environnement et des migrations, *« la situation peut clairement être qualifiée de ralentissement par rapport à il y a cinq ans »*. Une période où la coopération climatique s'est *« renforcée »*, grâce notamment, au *« réengagement des USA »* sur l'enjeu climat, avec *« plus d'efforts pour travailler plus étroitement avec la Chine »*.

Un *« leadership »* absolument *« nécessaire »* dans l'action climatique, les deux pays contribuant à eux seuls à environ 40 % des émissions mondiales de CO₂.

Rendez-vous manqué pour la Chine

Face à cette nouvelle donne, pourquoi la Chine n'en a pas profité pour prendre davantage le flambeau dans l'agenda climatique international ? *« C'est vrai que la sortie des États-Unis de l'accord de Paris a mis la pression sur Pékin, dont l'influence économique et politique est significative. Mais traditionnellement, le pays a toujours suivi son propre calendrier sur le sujet climat »*, analyse Lola Vallejo. Et ce, même si ces dix dernières années l'empire du Milieu a fait des efforts pour mieux s'insérer dans le multilatéralisme des COP.

L'autre facteur expliquant les atermoiements de la Chine est plus pragmatique encore : la hausse des taxes douanières américaines (de 10 % supplémentaires), véritable choc économique infligé par [Donald Trump](#), crée de l'incertitude et de l'attente chez les autorités chinoises. Notamment sur un segment business stratégique en matière climatique : le marché des énergies renouvelables (solaire et éolien), dont la Chine est toujours le leader mondial (selon l'AIE, 287 gigawatts déployés en 2023 contre 31 aux USA).

L'UE freinée par sa droite

Pour l'Union européenne, la difficulté sur les NDC est à trouver ailleurs. Si la mise en place d'une nouvelle Commission à Bruxelles a quelque peu retardé les choses, le premier frein est la nouvelle donne politique interne, avec une montée en puissance des

partis de droite conservatrice, voire d'extrême droite, dans les hémicycles des pays membres (notamment en France, Italie et Allemagne). Mais également au sein du Parlement européen, dominé par le PPE, avec une hausse de sièges conquis par les élus d'extrême droite (ECR et ID).

Conséquence, selon François Gemenne : « *Alors qu'on le pensait bien accepté et soutenu, le pacte vert de l'UE est aujourd'hui attaqué, voire carrément remis en cause par certains de ces élus* ». La directive CSRD, accusée d'être un « *délire bureaucratique* », bridant la compétitivité des entreprises européennes, illustre bien le phénomène.

« *Avec cette nouvelle situation politique, les Vingt-Sept ont plus de mal à se mettre d'accord sur les prochains objectifs de baisse d'émissions dans l'UE vers 2035, puis 2040* », constate de surcroît la directrice diplomatie de l'ECF. En sachant que le Vieux Continent souhaite atteindre la neutralité carbone en 2050. « *L'UE avait une opportunité historique de prendre le leadership sur le climat avec la Chine, mais elle l'a laissée passer* », déplore François Gemenne du Giec.

Si l'histoire des négociations climatiques est faite de pas en avant, de sur place et parfois de recul, cette fois-ci le politologue prévient que l'urgence est plus forte : « *Les efforts que l'on fait en ce moment comptent double, voire triple pour le climat. Les COP ont permis aux États de se fixer des objectifs de long terme, et d'agir en relative coopération. On pensait que cette mécanique positive était inéluctable, mais les populismes peuvent tout défaire.* »

Interview dans le magazine de ScPo

[Émile Magazine - Sylvain Kahn : "L'Europe de la défense est dorénavant un objectif de politique publique"](#)

Au vu d'études parues récemment, les gouvernements recherchent des méthodes de financement alternatives

Vers des obligations européennes pour la Défense – Ostrum AM

Le thème de la semaine : Trump : un électrochoc pour l'Europe

- Le revirement brutal des Etats-Unis vis-à-vis de ses alliés sur le plan l'OTAN, de l'Ukraine et leur rapprochement avec la Russie menacent la sécurité européenne ;
- Cela constitue un électrochoc obligeant les européens à agir rapidement pour assurer leur propre défense ;
- L'Allemagne a ainsi annoncé une réforme du frein à la dette et un vaste plan d'investissements dans les infrastructures ;

- La CE a proposé le plan ReArm Europe pouvant mobiliser jusqu'à 800 Mds d'euros. Il repose essentiellement sur les Etats membres, en leur donnant des marges de manœuvre, et comprend une facilité de prêts de 150 Mds d'euros.
- C'est une première étape essentielle. L'Europe doit se donner les moyens d'assurer sa propre défense. D'autres mesures sont à venir comme potentiellement des obligations européennes de la défense.

Le Monde - Budget : Bercy veut muscler les dépenses militaires sans alourdir le déficit

Le gouvernement souhaite à la fois augmenter le budget de la défense et réduire le déficit public. Les fonds du plan de financement de 800 milliards d'euros pour les 27 pays promis par la Commission européenne ne suffiront pas. Il faudra donc réaliser « plus d'efforts » budgétaires, annonce le ministre de l'économie, Eric Lombard.

Eric Lombard ne veut pas effrayer le public. Plutôt que d'évoquer l'entrée de l'Europe dans une « *économie de guerre* », le patron de Bercy préfère parler d'« *économie de paix* », d'un pays qui s'organise pour assurer la paix. C'est la formule qu'il a employée, mardi 4 mars, sur Franceinfo. Au-delà des variations sémantiques, cependant, l'idée est bien la même : le rapprochement soudain de Donald Trump avec la Russie et [sa décision de ne plus soutenir l'Ukraine](#) vont obliger l'Europe et la France à muscler leurs dépenses militaires. Une exigence ardue en France, alors que le pays souffre d'un énorme déficit public. L'investissement qui se dessine en faveur de la défense risque donc de nécessiter de douloureuses économies dans d'autres domaines, ou une hausse des impôts.

« *Nous sommes entrés dans une période nouvelle de l'histoire*, avait déjà déclaré le ministre de l'économie et des finances, lundi 3 mars, lors d'une conférence de presse. *Le nouvel équilibre du monde commande d'avoir un effort de défense accru pour protéger la paix.* » L'objectif est double : aider davantage l'Ukraine lâchée par les Etats-Unis, et réarmer l'Europe face à la menace russe. « *Tabler sur la paix perpétuelle nous a menés au désastre du désarmement européen, auquel nous devons remédier en catastrophe* », observe l'ancien ministre de l'économie Bruno Le Maire, dans une contribution publiée lundi dans la revue en ligne [Le Grand Continent](#). Emmanuel Macron a été le premier à préparer les esprits à une révision des priorités budgétaires, à l'occasion de ses [vœux aux armées](#), le 20 janvier. Une ambition répétée dimanche 2 mars, au retour d'un sommet européen à Londres, avec cette fois un objectif chiffré : « *Depuis trois ans, les Russes dépensent 10 % de leur PIB dans la défense. On doit donc préparer la suite* », a-t-il affirmé au [Figaro](#), précisant que l'Europe devrait,

selon lui, viser un taux « *autour de 3 % à 3,5 %* » du produit intérieur brut, conformément au nouvel objectif de dépenses fixé par le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte.

Pour la France, le président de la République juge également nécessaire une nette augmentation des dépenses militaires. Le mouvement est entamé. La loi de programmation militaire 2024-2030, [adoptée en 2023](#) pour tenir compte, déjà, de la guerre en Ukraine, prévoit une enveloppe de 400 milliards d'euros sur la période. Soit une hausse de plus de 100 milliards d'euros par rapport à la précédente loi de programmation. Le budget de la défense devrait ainsi avoir doublé entre 2017 et 2030.

Croissance des crédits militaires

Cet hiver, ce budget a été l'un des rares qui n'aient pas été rabetés durant les laborieuses tractations sur le projet de loi de finances. Dans le strict respect de la loi de programmation, les crédits de paiement ouverts pour la défense devraient atteindre 60 milliards d'euros en 2025, soit 2 % du PIB. La défense constituerait ainsi la deuxième politique publique en matière d'effort financier, hors charge de la dette.

Pour Emmanuel Macron, cette hausse demeure trop faible. Devant les chefs de partis [réunis le 20 février](#) à l'Élysée, le président avait cité l'idée d'atteindre 5 % du PIB, avant d'indiquer, lors d'une discussion avec des internautes, ne pas savoir si 5 % constituait « *le bon chiffre pour la France* ». « *Mais en tout cas, il va falloir monter* », avait-il assuré. Par rapport à la loi de programmation, « *il faudra aller plus vite et plus fort* », a affirmé en écho Eric Lombard mardi sur Franceinfo, alors que Bercy tendait traditionnellement à freiner les hausses de crédits.

Cette perspective pose au moins deux questions. La première est celle de la pertinence d'une pareille croissance des crédits militaires. Une partie de la gauche, pacifiste ou défavorable au renforcement de l'aide à l'Ukraine, la conteste. « *A quoi bon tout cet argent ?* », a ainsi lancé le député (La France insoumise) des Hauts-de-Seine, Aurélien Saintoul, lundi, lors du débat parlementaire sur l'Ukraine.

Avoirs russes

Deuxième interrogation : où trouver les fonds ? Sans doute en partie à Bruxelles. Un sommet européen consacré aux dépenses de défense se tiendra jeudi. La Commission européenne a annoncé un plan de financement de 800 milliards d'euros pour les 27 pays, dont 150 milliards d'euros proviendraient d'un nouvel emprunt conjoint de l'Union européenne.

Une autre option consisterait à utiliser les avoirs russes en Europe, gelés depuis l'invasion de l'Ukraine, soit plus de 200 milliards d'euros. Les intérêts produits par ces avoirs (soit environ 3 milliards par an) sont déjà utilisés depuis peu pour financer l'aide militaire à l'Ukraine. Mais de plus en plus de voix considèrent qu'il faudrait faire sauter

les contraintes juridiques empêchant leur saisie complète. Une piste écartée par le ministre de l'économie, car « *contraire aux accords internationaux* ».

Eric Lombard entend en revanche faire appel aux acteurs privés, investisseurs, compagnies d'assurances et banques, aujourd'hui très frileux à l'idée d'investir dans la défense à cause des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance surveillés par la communauté financière. Une réunion pour les mobiliser est programmée le 20 mars à Bercy.

Contrainte financière

Mais, l'exécutif n'en fait pas mystère, tout cela ne suffira pas. Consacrer davantage d'argent à l'armée « *imposera plus d'efforts* » budgétaires, a reconnu le ministre de l'économie mardi. « *Il faudra forcément faire des choix politiques* », avait glissé le ministre des armées, Sébastien Lecornu, la veille, lors du débat à l'Assemblée.

La contrainte financière se révèle en effet aiguë. Après deux années de dérapage des comptes, l'exécutif juge « *impératif* » de tenir sa promesse de ramener le déficit public de 6 % du PIB en 2024 à 5,4 % en 2025, puis à moins de 3 % en 2029. Sinon, les investisseurs qui prêtent de l'argent à la France risquent d'exiger des taux d'intérêt bien plus élevés. La charge de la dette pourrait alors devenir la première dépense de l'Etat.

Bercy met donc en avant la future augmentation des crédits de la défense pour justifier un pilotage budgétaire spécialement strict. Tous les ministères sont actuellement incités à passer au crible leurs activités, pour se concentrer sur les missions les plus utiles, et économiser ailleurs. Mais, plutôt que de « *rogné dans les budgets* », Eric Lombard souhaiterait surtout augmenter le taux d'emploi, présenté comme « *le premier levier* » pour alléger le fardeau de la Sécurité sociale et « *équilibrer nos finances publiques* ». Un message adressé avant tout aux partenaires sociaux, qui discutent en ce moment même d'une révision de la réforme des retraites.

Le Monde - Bercy cherche à mieux orienter l'épargne vers la défense

Le gouvernement cherche à mieux orienter l'épargne vers la défense

Jeudi 20 mars, le ministère de l'économie réunira industriels, banques et compagnies d'assurances. L'objectif est de favoriser l'investissement en capitaux dans les entreprises du secteur de la défense.

« *D'un côté, vous avez des Français qui veulent investir dans leurs entreprises de défense, soit par intérêt, soit par patriotisme. De l'autre, des entreprises françaises de la défense qui ont besoin de capitaux pour accélérer leur cadence de production et répondre à leur carnet de commandes.* »

En quelques lignes postées dimanche 16 mars sur le réseau social LinkedIn, [Eric Lombard, le ministre de l'économie](#), a résumé l'un des principaux sujets portés à l'agenda du gouvernement. A savoir, comment mobiliser l'investissement et l'épargne privés en direction des quelque 2 000 entreprises du secteur de la défense ? Car celles-ci ont urgemment besoin de capitaux et de trésorerie pour pouvoir répondre à la montée en puissance des dépenses militaires – mais aussi financer la recherche et l'innovation.

Jeudi 20 mars, le ministre de l'économie et son confrère des armées, Sébastien Lecornu, vont réunir autour de la table, à Bercy, industriels, investisseurs – banquiers et assureurs –, ainsi que deux acteurs du financement public, la Caisse des dépôts et Bpifrance, pour tenter d'apporter des éléments de réponse. Avec un principe de base réaffirmé par M. Lombard au gré de ses interventions publiques du week-end : rien ne sera imposé aux épargnants, qui doivent pouvoir « *librement* » choisir d'investir leurs économies en faveur de l'effort militaire.

Et des économies, il y en a. Confrontée à la nécessité d'assurer son autonomie stratégique, l'Europe dispose d'au moins un atout de taille : elle peut compter sur un volume d'épargne abondant. La France, au sein de la zone euro, est particulièrement bien lotie. Livrets A, assurances-vie et autres formes de placement représentaient, en 2024, près de 6 400 milliards d'euros cumulés, selon les chiffres de la Banque de France. Soit plus de deux fois le montant du produit intérieur brut (PIB) de la même année (2 917,4 milliards d'euros). Ce bas de laine s'est par ailleurs considérablement arrondi depuis la pandémie de Covid-19 : en cinq ans, les Français n'ont guère relâché leur effort d'épargne, qui reste aujourd'hui aux alentours de 18 % de leur revenu disponible.

La question est de savoir comment créer la tuyauterie qui orientera une part croissante de cette manne vers l'industrie de défense. Les idées ne manquent pas, les réticences ou les difficultés techniques non plus.

Créer un livret d'épargne destiné à la défense, par exemple, qui viendrait compléter l'actuelle panoplie Livret A, Livret d'épargne populaire (LEP) ou Livret développement durable (LDD), aurait certes un vrai sens politique. Mais, au-delà du symbole, cette option présente plusieurs défauts. Longue et complexe à mettre en place – il faudrait créer un produit de toutes pièces –, « *elle ne correspond pas tout à fait aux besoins* », souligne-t-on à Bercy.

Par nature, l'industrie militaire exige des investissements stables et de long terme, alors que les livrets sont relativement liquides. En outre, « *rentrer en concurrence avec le logement social* », traditionnellement financé par le Livret A, constitue un scénario politiquement risqué.

L'idée de lancer un emprunt auprès des Français ne séduit pas davantage l'exécutif. « *Un grand emprunt, ça s'appelle en fait de la dette* », rappelle-t-on également à Bercy.

Reste l'assurance-vie, qui constitue un gros morceau du bas de laine des Français : plus de 2 000 milliards d'euros et une croissance régulière. Mais encore faut-il trouver le moyen d'orienter une partie de cette épargne longue vers les entreprises de la défense, qu'elles soient ou non cotées en Bourse, sans contraindre les épargnants ni le secteur financier.

Cet exercice délicat pourrait aboutir à la création de fonds dédiés ou labellisés. Parmi les références régulièrement citées figure l'initiative Tibi, lancée en 2019 en faveur du secteur des hautes technologies, par le biais de l'homologation de fonds. Le dispositif a servi de catalyseur à des financements que Bercy chiffrait à près de 30 milliards d'euros sur la période 2019-2024.

« *La définition de critères communs permettrait de diriger de l'épargne longue vers des entreprises qui vont croître et qui ont besoin de renforcer leurs fonds propres, tout en permettant à chacun de rester libre de ses choix d'investissement* », dit Thierry Laborde, directeur général délégué de BNP Paribas.

Quelles que soient les solutions retenues, les pouvoirs publics et le secteur financier devront aussi prendre en compte les réticences de certains épargnants à financer la conception et la production d'armes, même si l'actualité récente a fait évoluer de manière notable le débat sur la compatibilité du financement de la défense avec la définition d'un investissement durable et respectueux des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

« *Le respect des critères de durabilité est un enjeu-clé dans l'investissement dans le secteur de la défense. Mais ces notions ne sont plus systématiquement opposées, une évolution que nous observons chez de nombreux investisseurs* », note Raphaël Thuin, directeur des stratégies de marchés de capitaux du groupe de gestion d'actifs Tikehau Capital, dont un fonds dévolu à la souveraineté européenne investit 20 % de son portefeuille dans la défense.

[Le Monde – Sur l'écologie, un grand renoncement à l'œuvre en France et dans le monde](#)

Déjà marginalisée en France et en Europe depuis l'irruption de la guerre en Ukraine, la défense du climat et de l'environnement se retrouve piétinée dans le chaos géopolitique créé par l'administration Trump.

- En ce jeudi 20 février, la planète apprend à vivre au rythme des annonces du climatocéptique Donald Trump. Et le moral est au plus bas au sein du Secrétariat général à la planification écologique (SGPE), la structure censée

mettre en musique la promesse d'Emmanuel Macron : le quinquennat « *sera écologique ou ne sera pas* ». Dans une note destinée aux cabinets du président de la République et du premier ministre que *Le Monde* s'est procurée, le SGPE alerte sur une trajectoire des émissions de CO₂ qui « *marque un tournant* » en 2024, en raison d'une « *baisse des émissions [qui] ralentit nettement alors que le plan prévoit d'accélérer* ».

- Les hauts fonctionnaires, qui ont appris trois jours plus tôt [la démission de leur patron et tête pensante, Antoine Pellion](#), accusent le coup. « *On observe un backlash ["contrecoup"] écologique, avec une hausse des pressions antinormes environnementales, contre le pacte vert [européen], voire des objectifs de l'accord de Paris, y compris au sein même du gouvernement* », énumère la note. Les objectifs en matière de protection de la biodiversité, de lutte contre les pollutions chimiques des eaux et de zéro artificialisation nette sont « *fortement remis en cause* », poursuivent les experts.
- Dix jours plus tôt, ce sont 12 éminents scientifiques – l'écologue Luc Abbadie, la diplomate Laurence Tubiana ou encore l'économiste Céline Guivarch – qui s'apprêtent à démissionner en bloc pour marquer leur désaccord avec ce grand renoncement. Au sein du groupe d'appui à la transition écologique des agents de la fonction publique, ils sont chargés depuis novembre 2022 d'accompagner le déploiement de l'ambitieux plan de transformation écologique de l'Etat, notamment la formation de 2,5 millions de fonctionnaires jusqu'en 2027. Un travail de l'ombre que ces personnalités du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ou du CNRS ont accepté avec entrain et, même, un peu d'espoir.
- Mais, depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, les ministres sont absents. Le courrier qu'ils ont envoyé à l'Elysée a reçu une réponse polie les renvoyant vers les cabinets ministériels. « *Il n'y a plus aucun portage politique* », observe le climatologue Christophe Cassou. En visioconférence, le 10 février, les hauts fonctionnaires qui gèrent ce dossier ont glissé aux scientifiques qu'un départ les affaiblirait. « *C'était trop risqué pour eux. Nous avons décidé de continuer pour ne pas saper le travail des gens qui déploient une énergie considérable sur le terrain* », résume M. Cassou, tiraillé par des sentiments divergents où le besoin d'agir se fracasse sur le contexte global.
- « [Détricoter ce qui a été amorcé](#) »
- Ces scientifiques, plongés dans des courbes toujours plus rouges, auraient rêvé d'un autre début d'année. Pour la première fois depuis le début des relevés, la température mondiale a franchi, en 2024, 1,5 °C de réchauffement, soit le seuil le plus ambitieux de l'accord de Paris sur le climat adopté en 2015. Une énième alerte qui aurait pu déclencher une nouvelle prise de conscience et ouvrir une période de débats sur la mise en œuvre de la transition énergétique.
- Mais, dix ans après la COP21, ce rêve a tourné à la dystopie. Le retour au pouvoir de Donald Trump, un président qui décrit les énergies fossiles comme de « *l'or liquide sous nos pieds* » et balaie la science à grands coups de hashtags

#BackToPlastic, percute aussi la transition naissante en Europe et en France. « *Nous aurions dû le sentir arriver, mais nous n'avons pas forcément pris la mesure de ce projet politique global d'opposition* », analyse Yves Marignac, expert énergie au sein de l'association NégaWatt.

- Déjà marginalisée depuis l'irruption de la guerre en Ukraine ou à Gaza, la cause climatique se retrouve piétinée dans le nouveau chaos géopolitique créé par l'administration Trump. A grands coups d'*executive orders* [« décrets présidentiels »], le 47^e président des Etats-Unis hystérise la compétition entre des blocs poussés dans une course à la compétitivité immédiate.
- Lors du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, qui se tenait au moment de l'investiture de Donald Trump, de nombreux grands patrons européens ont ainsi appelé à une simplification des normes. Le 6 janvier, devant les ambassadeurs, Emmanuel Macron avait déjà réclamé, « *dans le moment que nous vivons* », une suspension des régulations « *tant qu'on n'a pas retrouvé la capacité à rentrer dans la compétition* ». Alors, fin janvier, la France a demandé une « *pause réglementaire massive* », avec notamment le report sine die de la mise en œuvre de la directive de mai 2024 sur le devoir de vigilance, qui impose aux entreprises de veiller au respect de l'environnement et des droits humains dans toutes leurs chaînes de production à travers le monde.
- Le pacte vert européen – la « bible » de la Commission d'Ursula von der Leyen version 2019-2024 – est remplacé par la « *boussole pour la compétitivité* », selon les termes de la Commission européenne. Le 26 février, Stéphane Séjourné, le vice-président de la Commission chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle, a présenté aux eurodéputés ce « *business plan* » censé permettre à l'Europe de rester dans la course avec les Etats-Unis et la Chine. Au menu, notamment, l'affaiblissement important de la directive CSRD qui oblige les entreprises à une transparence sur leur impact environnemental et social. « *La tronçonneuse [du président argentin Javier] Milei, les propos de Musk contre l'Etat... Tout le monde a les yeux rivés vers des donneurs d'ordre qui ne parlent que de simplification*, observe Thomas Uthayakumar, directeur des programmes de la Fondation pour la nature et l'homme. *Certains ont compris que c'était le moment de détricoter ce qui a été amorcé ces dernières années. Ils pensent pouvoir jouer un coup politique, mais c'est un jeu très dangereux.* » Autre signe du basculement, les Européens donnent la priorité aux dépenses militaires, quitte à enfreindre la règle européenne des 3 % de déficit. Exactement ce que réclamaient certains défenseurs de la cause climatique, qui nécessite, elle aussi, des investissements de long terme.
- « *Un scalp écolo* »
- En France, même s'ils n'ont rien à voir avec le coup de balai trumpiste, les reculs se multiplient aussi depuis le début de l'année, dans une ambiance d'attaques répétées de la droite et de l'extrême droite contre les opérateurs de l'Etat comme l'Office français de la biodiversité (OFB) ou l'Agence de la transition écologique (Ademe). Coupes budgétaires dans des secteurs cruciaux comme le soutien aux voitures électriques, la rénovation énergétique des bâtiments avec MaPrimeRénov', le fonds vert des collectivités ; perte du portefeuille de l'énergie par le ministère de la transition écologique ; révision à la baisse des ambitions de

développement du solaire et du soutien au secteur ; désintérêt du premier ministre... l'écologie est en berne.

- Les dossiers agricoles, en particulier, se sont transformés en champs de bataille. Vendredi 17 janvier au soir, l'Agence bio, chargée de l'accompagnement et de la promotion de la filière, est ainsi supprimée par un amendement au Sénat lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2025, sans que le ministère de l'agriculture s'y oppose. Le cabinet de la ministre Annie Genevard mettra deux jours à rappeler les responsables de l'agence, et plus d'une semaine avant de rétro pédaler. *« Ils nous ont donné l'impression de vouloir un scalp écolo. Comme l'Ademe et l'OFB sont trop gros, alors ils s'en prennent à l'Agence bio »,* glisse un des responsables de cette structure.
- L'idée que l'écologie est forcément un repoussoir est peu à peu distillée. Cité 21 fois dans le projet de loi d'orientation agricole initialement présenté par le gouvernement au printemps 2024, le terme « agroécologie » disparaît dans la version adoptée en février, effacé par les coups de gomme des sénateurs. Un symbole significatif.
- Car ce texte cultive l'idée que la protection de l'environnement nuit à la production. Il introduit la notion de « *non-régression de la souveraineté alimentaire* », présentée comme un miroir de la non-régression du droit de l'environnement. Une proposition de loi adoptée en janvier par le Sénat accentue cette tendance : il propose de réautoriser les insecticides néonicotinoïdes et de renforcer la tutelle politique sur l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. La communauté scientifique s'étrangle face à cette offensive tous azimuts des sénateurs.
- **Ne pas « emmerder les Français »**
- Dans cette ruée contre les normes vertes, le gouvernement revient sur des acquis. Le 12 février, le ministre des outre-mer, Manuel Valls, a été jusqu'à demander d'ouvrir le débat sur la loi Hulot de 2017 interdisant la recherche et l'exploitation de nouveaux hydrocarbures, parce que *« nous voyons les pays voisins de la Guyane accélérer en matière de prospection et d'exploitation, au Guyana, au Suriname ou au Brésil »*.
- Agnès Pannier-Runacher a dit à son collègue Manuel Valls que cette hypothèse était inenvisageable. Dans ce marasme où elle apparaît isolée sur ces sujets au sein du gouvernement, notamment au moment de défendre les opérateurs placés sous sa tutelle, la ministre de la transition écologique a réussi à remettre sur ses rails la programmation pluriannuelle de l'énergie à l'automne 2024 et surtout à lancer le troisième plan national d'adaptation au changement climatique, tançant, lors de son discours, lundi 10 mars, les populistes qui voient le « *réchauffement climatique* » comme une « *vue de l'esprit* ». *« L'agenda trumpiste est libertarien, il assume d'écraser toute régulation. Ce n'est pas du tout la culture de la France, relève-t-elle. Face aux risques climatiques, la transformation doit se faire, et elle se fait à marche forcée dans beaucoup d'endroits dans le monde. Mais, partout, elle rencontre des résistances populistes. La transition se construira peut-être comme ça, avec des reculs, mais aussi, à rebours, de grandes avancées. »*

- Si le déferlement trumpiste semble désinhiber une partie du personnel politique et des milieux économiques, les premiers accroc à la transition sont apparus dès 2022. Depuis la guerre en Ukraine et les tensions sur les prix de l'énergie, une partie des gouvernements européens s'est raidie sur cette question, avec comme conséquence un pacte vert européen mis sur pause à partir de 2023. Cette période a d'abord contribué à invisibiliser la question écologique, de moins en moins évoquée par des dirigeants très attentifs à ne pas « *emmerder les Français* », selon une expression entendue à maintes reprises au sujet des zones à faible émission ou du zéro artificialisation nette.
- D'abord effacée des feuilles de route, la cause environnementale a été peu à peu instrumentalisée. La crise agricole de l'hiver 2023-2024, durant laquelle le gouvernement de Gabriel Attal tente de se sortir de l'ornière en sabrant des normes importantes, a renforcé l'idée que l'écologie entrave les citoyens et les entrepreneurs. « *Le gouvernement et certains partis politiques, de droite et d'extrême droite, ont choisi d'utiliser la transition écologique comme bouc émissaire, alors que la colère agricole portait surtout sur des enjeux de revenus et de concurrence internationale jugée déloyale* », regrette Anne Bringault, la directrice des programmes du Réseau Action Climat, qui rassemble une quarantaine d'ONG.
- **Cocktail de fausses informations**
- La poussée des extrêmes droites aux élections européennes et l'arrivée de 143 députés du Rassemblement national (RN) et de ses alliés à l'Assemblée nationale ont entériné cette bascule politique où « *la droite court après l'extrême droite et le centre ne parvient pas à résister à cette dérive* », analyse le député (socialiste) de Meurthe-et-Moselle Dominique Potier.
- Le 14 novembre 2024, Ursula von der Leyen vient d'annoncer le report de la loi contre la déforestation, dernier texte fondateur du pacte vert européen qui n'avait pas encore été détricoté. Marie Toussaint, eurodéputée française, prend la parole pour expliquer que « *800 000 terrains de football vont partir en fumée* » dans les douze mois à venir, sous les huées de la droite et de l'extrême droite. « *Ça donnait le ton de ce qu'allait être la nouvelle mandature, une attaque en règle contre l'écologie* », commente l'élue.
- De Laurent Wauquiez, président du groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale, aux députés du RN, en passant par le premier ministre, François Bayrou, les critiques et les insinuations se succèdent contre les défenseurs de l'environnement. Le 20 juin 2024, lors des assises de la pêche et des produits de la mer à Lorient, le vice-président de la région Bretagne, Daniel Cueff, a ainsi qualifié certaines organisations non gouvernementales de « *terroristes* ».
- Ce cocktail de fausses informations, de petites phrases sur l'argent consacré à la transition et de posts Instagram – comme lorsque M. Wauquiez évoque un exploitant qui « *risque trois ans de prison à cause d'un castor* » – ne contribue pas à calmer des tensions grandissantes sur le terrain. A Gap, le 27 novembre 2024, une trentaine d'agriculteurs déboulent dans une rue piétonne avec un tracteur, une bétonnière et montent un muret de parpaing devant les locaux de la Société alpine de protection de la nature (SAPN). Sur les

briques, l'association est rebaptisée « *Secte des autocrates prônant la nuisance* ».

- « Un discours de renoncement »
- « *A l'intérieur, nous étions en train de préparer une table ronde sur les haies à laquelle la chambre d'agriculture avait accepté de participer, se remémore Hervé Gasdon, président de la SAPN. Je pensais que ces moyens d'action faisaient partie d'un autre temps. Nous avons des relations plutôt apaisées, mais nous sommes embarqués par une colère qui vient d'ailleurs.* » La plainte de France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur a été classée sans suite.
- Même les scientifiques se retrouvent interpellés. La climatologue Valérie Masson-Delmotte, qui parcourt le pays pour donner des conférences, observe une évolution. « *Désormais, la première question du public est toujours de me demander pourquoi on devrait agir en France ou en Europe alors que les autres ne font rien, raconte-t-elle. Il y a un discours de renoncement de la population et des personnes aux responsabilités sur la nécessaire transformation des pratiques et modes de vie.* »
- Progressif depuis le retour de la guerre en Europe, puis brutal sous les coups de boutoir de Donald Trump, ce grand retournement des dirigeants et d'une partie de l'opinion vis-à-vis de la transition écologique arrive au pire moment.
- Après l'accord de Paris, beaucoup de pays, dont la France, avaient tracé des trajectoires de baisse des émissions de gaz à effet de serre. Restait à mettre en œuvre ces politiques dans les décennies à venir, le Green Deal ou l'Inflation Reduction Act de Joe Biden ne devant être que des premiers actes. A peine entamée, leur mise en œuvre se retrouve enlisée et, parfois, conspuée. Les scientifiques craignent déjà des répercussions. Les rejets carbonés français sont repartis à la hausse au troisième trimestre (+ 0,5 %). « *Nous sommes brutalement confrontés à un changement d'ère, conclut Yves Marignac. Depuis des années, nous espérons pouvoir contribuer à aider les sociétés à aller vers un monde plus désirable. Aujourd'hui, nous devons entrer de façon urgente dans une résistance pour préserver les progrès déjà existants.* »

MEDEF Yvelines : table ronde à la CCI, 25 mars 2025. Nouveau contexte géopolitique : quelles stratégies pour les entreprises ?

Face aux bouleversements géopolitiques actuels, marqués par une montée des tensions commerciales et une instabilité croissante, les entreprises françaises et européennes doivent repenser leurs stratégies. C'est dans cette optique que la **CCI Versailles-Yvelines** a organisé une table ronde réunissant des experts pour analyser l'impact de cette nouvelle donne et identifier des pistes d'adaptation.

Un environnement économique sous haute tension

Dans son intervention, **Thierry Trevalinet, Président du MEDEF Yvelines**, a dressé un état des lieux préoccupant du climat économique actuel. L'arrivée de la nouvelle administration Trump a entraîné une escalade protectionniste, avec l'annonce de **droits de douane supplémentaires de 26 milliards de dollars** sur les importations européennes. En réaction, l'Europe a répondu en taxant à son tour des produits américains.

Cette guerre commerciale s'étend désormais à plusieurs secteurs stratégiques :

- **L'industrie métallurgique** avec des taxes sur l'acier et l'aluminium.
- **L'agroalimentaire et les spiritueux** avec des mesures de rétorsion affectant le whisky américain et menaçant le champagne français.
- **L'automobile** où la surproduction chinoise, combinée aux tensions commerciales, pourrait bouleverser l'équilibre du marché européen.

Selon **Thierry Trevalinet**, ces tensions pourraient isoler les États-Unis sur la scène économique mondiale :

« La stratégie du Président Trump, c'est America First. On risque d'arriver très vite à America Alone. »

Quels leviers pour les entreprises face à cette instabilité ?

Dans ce contexte inédit, les entreprises doivent s'adapter rapidement. Trois axes majeurs ont été identifiés au cours de la table ronde :

1. Simplifier l'environnement législatif et fiscal

L'excès de complexité administrative pèse lourdement sur la compétitivité des entreprises françaises. Chaque année, **70 milliards d'euros** sont perdus en raison des lourdeurs réglementaires, soit plus que le budget de la Défense nationale.

Si des initiatives de simplification ont été mises en place à l'échelle européenne, elles restent insuffisantes. Le MEDEF plaide ainsi pour un choc de simplification radical, à l'image de ce qui a été entrepris en Allemagne.

2. Attirer les investissements et renforcer l'attractivité de la France

L'incertitude politique et fiscale freine l'investissement. Plusieurs mesures récentes, telles que la suppression de niches fiscales attractives ou l'imposition de véhicules électriques en entreprise, sont perçues comme des freins à la compétitivité.

Thierry Trevalinet souligne que **l'État doit favoriser un cadre stable et attractif**, en facilitant notamment l'accès au crédit impôt recherche et en allégeant les charges pesant sur les entreprises.

3. Financer et développer une industrie souveraine

L'Europe a récemment lancé un plan de réarmement industriel de **800 milliards d'euros**, une opportunité majeure pour l'industrie de la Défense et l'économie en général. Pourtant, **70 % des achats d'armement en Europe restent américains**.

L'enjeu est désormais de renforcer l'autonomie industrielle européenne, notamment dans les Yvelines, où des pôles d'excellence comme **Satory** regroupent des acteurs stratégiques tels que **KNDS, ARQUUS et des laboratoires de recherche avancés**.

Un impératif : agir vite et collectivement

En conclusion, Thierry Trevalinet a appelé à une action rapide et concertée pour garantir la souveraineté économique française et européenne. **Six priorités se dégagent pour les entreprises et les décideurs :**

1. **Réduire la dépense publique** qui freine l'investissement.
2. **Simplifier les réglementations** pour favoriser l'innovation et l'agilité.
3. **Renforcer l'attractivité fiscale** pour séduire les investisseurs.
4. **Faciliter l'exportation des PME et ETI françaises**.
5. **Agir rapidement** pour ne pas perdre de terrain face à la concurrence mondiale.
6. **Développer une stratégie européenne collective** pour peser dans les décisions économiques globales

Les Echos « L'unité sera la pierre philosophale » : l'Europe se réunit pour forger sa réponse aux droits de douane de Trump, 07/04/2025, Karl de Meyer

Cinq jours après le « Liberation Day » qui a envoyé, sous forme de massifs droits de douane additionnels, une [puissante onde de choc économique](#) dans le monde entier, les ministres du Commerce de l'Union européenne se retrouvent ce lundi à Luxembourg pour en évaluer les conséquences.

Ils seront informés par le Commissaire européen au Commerce, Maros Sefcovic, de la substance de ses échanges de vendredi dernier avec ses homologues américains, le secrétaire au Commerce, Howard Lutnick, et le représentant au Commerce, Jamieson Greer. L'Union européenne a écopé de surtaxes de 20 % qui, aux yeux de l'administration Trump, doivent compenser les barrières non tarifaires européennes qui freinent les exportations américaines.

Maros Sefcovic a déjà indiqué sur X son message principal : « Les droits de douane [américains] sont préjudiciables et injustifiés. [...] L'UE s'est engagée à mener des négociations sérieuses, mais elle est également prête à défendre ses intérêts. »

Arsenal de défense commerciale

A la différence de Pékin qui a répliqué à Washington dès vendredi avec des [droits de douane de 34 % sur tous les produits américains arrivant en Chine](#), Bruxelles veut prendre son temps [et donner une chance à des discussions](#) susceptibles de préserver la relation commerciale transatlantique, qui pèse plus de 1.500 milliards d'euros par an.

Ce n'est qu'en cas d'échec que l'UE irait puiser dans [l'arsenal de défense commerciale](#) qu'elle a considérablement étoffé au cours de la législature 2019-2024. Bruxelles pourrait alors proposer aux Vingt-Sept d'aller au-delà de droits de douane sur les marchandises et de taxer les services numériques américains, de fermer l'accès aux marchés publics européens pour les entreprises américaines, de bloquer des investissements américains.

La semaine dernière, les capitales des grands pays exportateurs de l'Union ont exprimé plusieurs nuances. Emmanuel Macron fait partie des plus offensifs, invitant les entreprises françaises à [« suspendre » leurs investissements](#) aux Etats-Unis. Le ministre allemand de l'Economie, Robert Habeck, a lui aussi eu des paroles fortes, jugeant l'agression commerciale américaine « comparable à la guerre contre l'Ukraine et à la pénurie imminente de gaz » de 2022. Le responsable écologiste va certes bientôt quitter le gouvernement.

Nécessaire unité

Beaucoup plus prudent, le ministre de l'Economie italien, Giancarlo Giorgetti, a préféré appeler, samedi dans un forum économique, à [« une désescalade »](#). Il a été appuyé par son homologue espagnol. L'un des enjeux de la réunion de ce lundi sera d'afficher un front uni des Vingt-Sept.

« Dans la séquence qui s'annonce, qui va occuper énormément de bande passante économique et politique pendant plusieurs mois, l'unité européenne sera la pierre philosophale », analyse un diplomate européen. L'UE doit, selon lui, trouver « un équilibre, une posture mordante sans qu'elle conduise à l'escalade ».